



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service du commissariat des armées  
Groupement de soutien dcommissariat de Toulon  
Division conduite du soutien / Département R2HL**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)  
N° 2024 048 CBdDT 2025**

**OBJET** : Location, gestion et entretien d'un parc de boîtiers électroniques pour le contrôle des accès des bateaux de plaisance dans les ports du Club Nautique de la Marine de Toulon (CNMT)

*La procédure utilisée pour la passation de la présente consultation est le marché à procédure adaptée en application de l'article L2123-1 du Code de la Commande Publique.*

**CPV : 48955100-9 – Système de localisation des bateaux**

## SOMMAIRE

article 1	DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARChé .....	4
article 2	OBJET – PRIX – MONTANT .....	4
2.1	Objet du marché.....	4
2.2	Décomposition du marché .....	4
2.3	Désignation des prestations.....	4
article 3	CARACTERE DES PRIX .....	5
3.1	Contenu des prix .....	5
3.2	Date d'établissement des prix.....	5
3.3	Type de prix.....	5
3.4	Forme des prix .....	5
article 4	CONDITIONS DE PAIEMENT .....	6
4.1	Application de la TVA .....	6
4.2	Avance.....	6
4.3	Solde .....	7
4.4	Délai de paiement .....	7
4.5	Demande de paiement.....	7
article 5	DELAIS – LIVRAISONS.....	8
5.1	Durée de validité du marché.....	8
5.2	Date de début d'exécution des prestations .....	8
5.3	Contenu des délais .....	8
5.4	Définition des délais .....	8
5.5	Composition des postes et délais.....	8
5.6	Livraison des matériels.....	9
5.7	Pénalités.....	9
article 6	CONDITIONS D'EXECUTION.....	10
6.1	Responsabilité du titulaire .....	10
6.2	Clauses techniques particulières.....	11
6.3	Normes .....	11
6.4	Assurance qualité des fournitures (AQF) .....	11
6.5	Opérations de vérification.....	11
6.6	Prononcé de la décision à l'issue des opérations de vérification.....	12
6.7	Autorité chargé de la décision .....	12
6.8	Réception partielle .....	12
6.9	Réception avec réserves – ajournement et réfaction .....	12
6.10	Date d'effet de la réception .....	12
6.11	Dispositions particulières aux bons de commande.....	12
6.12	Autorités signataires des bons de commande.....	13
article 7	GARANTIES.....	13

7.1	Garanties techniques.....	13
7.2	Délai de garantie .....	14
7.3	Garanties contre les défauts systématiques.....	14
7.4	Garanties pour vices cachés .....	14
7.5	Recours à la garantie.....	14
7.6	Modalités pour instruire un dossier de contestation.....	14
7.7	Assurance.....	14
article 8	SOUS.-TRAITANCE .....	15
article 9	PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES .....	15
article 10	CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES .....	15
10.1	Personnes habilitées .....	15
10.2	Résiliation.....	15
10.3	Nantissement.....	16
10.4	Mesure de prévention concernant les travaux effectués dans un organisme de la Défense par une entreprise extérieure .....	16
10.5	Respect du droit du travail .....	16
10.6	Prestations supplémentaires éventuelles .....	16
10.7	Tribunaux compétents .....	16
article 11	DEROGATIONS .....	16

## ARTICLE 1 DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe 1 ;
- L'acte d'engagement et ses annexes A1 et A2 ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG – FCS) applicable aux marchés de fournitures courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Toutes les clauses portées dans les conditions générales de vente du titulaire et toutes les documentations commerciales sont contraires aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent marché, et réputées non écrites.

Le CCAG-FCS, étant réputé connu, il n'est pas joint matériellement au présent marché mais chaque titulaire peut le consulter sur le site Internet suivant : <http://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>.

Le marché est établi en un seul exemplaire original. Il est conservé dans les archives de l'acheteur et fait seul foi en cas de contestation.

## ARTICLE 2 OBJET – PRIX – MONTANT

### 2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet « la location, la gestion et l'entretien d'un parc de boîtiers électroniques pour le contrôle des accès des bateaux de plaisance dans les ports du CNMT ».

### 2.2 Décomposition du marché

Le présent marché comprend une part ferme et une part à bons de commande, suivant les dispositions des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Seule la part ferme est exécutoire dès notification du marché.

### 2.3 Désignation des prestations

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations suivant les postes définis ci-dessous :

N° postes	Désignation des prestations	Durée de validité ou d'exécution
<b>PART FERME</b>		
1	Location, gestion et entretien d'un parc de boîtiers électroniques	<b>T0 + 36 mois</b>
<b>PART A BONS DE COMMANDE</b>		
2	Location, gestion et entretien de boîtiers électroniques supplémentaires et achat de consommables	<b>T0 + 36 mois</b>

*T0 est défini au §5.2 du CCAP infra.*

## ARTICLE 3 CARACTERE DES PRIX

### 3.1 Contenu des prix

Les prix sont établis hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) sur la base des conditions économiques en vigueur indiquées dans l'article 3.2 *infra*. Les prix des postes comprennent :

- Les fournitures ;
- Le conditionnement, l'emballage, l'envoi et/ou le transport et le déchargement au lieu de livraison, toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations.

### 3.2 Date d'établissement des prix

Les prix initiaux figurant dans l'acte d'engagement sont établis à la date dite « date d'établissement des prix », soit la date de la dernière offre.

### 3.3 Type de prix

Les prix du poste 1 sont forfaitaires et correspondent à la location, à la gestion et à l'entretien de 485 boîtiers électroniques (plus ou moins 20%).

Les prix des bons de commande émis au titre du poste 2 sont unitaires et définitifs. Ils sont établis sur la base des prix unitaires fixés en annexe A2 de l'acte d'engagement.

### 3.4 Forme des prix

Les prix du poste 1 sont révisibles selon les dispositions figurant à l'article 3.5 *infra*, en fonction d'une formule paramétrique représentative de l'évolution du coût de l'inflation.

Pour les prestations du poste 2 : Les prix des bons de commande (annexe A2 de l'acte d'engagement) sont révisibles selon les dispositions figurant à l'article 3.5 *infra*. Les prix révisés servent de base à l'établissement des bons de commande et constituent leur prix de règlement.

### 3.5 Révision des prix

Les prix des poste 1 et 2 évoluent en fonction du contexte économique.

La variation de prix est neutralisée pour les sommes dues au titulaire au titre des prestations exécutées au cours des 12 premiers mois d'exécution du marché.

Chaque prix annuel révisé sert de base de règlement pour l'ensemble des paiements dus au titre des prestations réalisées au cours de l'année concernée.

La formule applicable est :

$$P_1 = P_0 \times (\text{IME} / \text{IMEO})$$

dans laquelle :

- P1 = prix actualisé
- P0 = prix à la date d'établissement des prix
- IME = valeur de l'indice du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges - tous salariés des industries mécaniques et électriques (IME) - identifiant « INSEE » : 001565183.

Date de lecture des indices " 0 " : valeur des indices à la date d'établissement des prix

Date de lecture des indices " 1 " : valeur des mêmes indices disponibles et publiés à la date anniversaire de notification du marché,

Les indices éventuellement provisoires mentionnés ci-dessus sont considérés comme définitifs.

Les indices sont lus dans les bases de données de l'INSEE accessibles sur le site internet <http://www.insee.fr>.

### Périodicité de la révision des prix

Les prix des postes 1 et 2 sont révisibles annuellement à compter de la date d'anniversaire de notification du marché par ajustement selon les prix indiqués dans les annexes A1 et A2 de l'acte d'engagement.

Toute augmentation des prix doit être accompagnée de justificatifs soumis à la validation du directeur du Cercle de la Base de Défense de Toulon (CBdDT).

A cet effet, le titulaire adressera obligatoirement, deux (2) mois avant la date d'anniversaire du marché, une lettre recommandée avec accusé de réception contenant les nouveaux tarifs.

Si, toutefois, le délai de préavis n'était pas respecté, les modifications de prix ne sont effectives qu'après l'accord écrit du pouvoir adjudicateur et seront mises en place deux mois à compter de la réception de la demande. Les prix révisés des bons de commande du poste 2 s'appliqueront à compter de la date d'application des nouveaux tarifs.

## ARTICLE 4 CONDITIONS DE PAIEMENT

Les paiements dus au titulaire (également aux cotraitants et aux sous-traitants à paiement direct), au titre du marché, s'effectuent selon les modalités définies au présent article (et à l'annexe relative à la sous-traitance).

### 4.1 Application de la TVA

Les prestations exécutées au titre du présent marché sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée au taux normal en vigueur lors du fait générateur. Ce taux est à titre indicatif de 20 % à la date de notification du marché.

### 4.2 Avance

#### 4.2.1 Calcul et montant de l'avance

En application des dispositions des articles R2191-3 à R2191-10 et R2191-16 à R2191-19 du code de la commande publique, il peut être versé au titulaire, dans les conditions fixées par l'article 4.4 :

- Pour le poste 1, une avance égale à 30% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

	Durée (en mois)	Montant de la base de calcul de l'avance (en euros TTC)	Pourcentage de l'avance	Montant de l'avance (en euros TTC)
Poste 1	36	Rédaction réservée	30 %	Rédaction réservée

#### 4.2.2 Avance sur bons de commande (Poste 2)

Pour tout bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dont le délai d'exécution est supérieur à trois mois (deux mois si le bénéficiaire est une PME), il est versé au titulaire une avance égale à 30 % du montant TTC suivant :

- si la durée d'exécution du bon de commande est inférieure ou égale à douze mois : le montant initial du bon de commande,

ou

- si la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à douze mois : douze fois le montant initial du bon de commande divisé par la durée du bon de commande en mois.

#### 4.2.3 Remboursement de l'avance

Conformément à l'article R2191-11 du Code de la Commande Publique, le remboursement de l'avance débute lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant toutes taxes comprises du marché.

## 4.3 Solde

### 4.3.1 Définition des lots de livraison et de liquidation financière

#### Lots de livraison et de liquidation financière au titre du poste 1

L'ensemble des prestations associées au poste 1 fait l'objet de plusieurs lots de livraison et de plusieurs lots de liquidation financière assortis de règlements partiels définitifs trimestriels et d'un solde de fin de marché conformément aux modalités définies en annexe 1.

Les paiements partiels définitifs trimestriels sont établis au prorata numéraire du parc de boîtiers électroniques et de la disponibilité réelle.

#### Lots de livraison et de liquidation financière au titre du poste 2 (prestations sur bons de commande)

Sauf avis contraire précisé dans le bon de commande, chaque bon de commande notifié au titulaire constitue un lot de livraison et de liquidation financière, chacun d'eux faisant l'objet d'un solde.

### 4.3.2 Solde des lots de liquidation

Le solde de chaque lot de liquidation est payé après réception de l'ensemble des prestations correspondantes.

## 4.4 Délai de paiement

Les sommes dues en exécution du marché sont payées conformément aux dispositions de l'article L2192-10 du Code de la Commande Publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum** selon les modalités de l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique.

En cas de dépassement de ce délai de paiement, la personne publique versera au titulaire des intérêts moratoires, dans les conditions et au taux fixé par les articles L2192-12 à L2192-14 et R2192-31 à R2192-36 du Code de la Commande Publique.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

Le point de départ du délai de paiement est :

- pour l'avance :

Poste 1 - la date de notification du marché

Poste 2 - la date de notification du bon de commande

- pour le solde ou les règlements partiels définitifs, à compter de la plus tardive des deux dates entre :

- la date de réception des prestations,
- la date de réception par la personne publique, selon les dispositions relatives à la transmission des factures mentionnées à l'article 4.5.1, de la facture du titulaire

## 4.5 Demande de paiement

### 4.5.1 Conditions de transmission des factures

La transmission des factures dans le cadre du présent marché doit être effectuée par voie dématérialisée conformément aux dispositions législatives et réglementaires.

Le titulaire adressera ses factures aux adresses suivantes :

- [florian3.roux@intradef.gouv.fr](mailto:florian3.roux@intradef.gouv.fr);
- [aurelie.lugan@intradef.gouv.fr](mailto:aurelie.lugan@intradef.gouv.fr);
- [arnaud.delumeau@intradef.gouv.fr](mailto:arnaud.delumeau@intradef.gouv.fr)

**La transmission des factures par voie postale est interdite.**

#### **4.5.2 Ensemble des éléments, de rédaction des factures, nécessaires à la liquidation**

Chaque facture comporte obligatoirement :

- la raison sociale de l'entreprise et sa forme juridique ;
- l'adresse commerciale ;
- le numéro d'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers ;
- le numéro d'identification SIRET ;
- la désignation et le numéro du compte à créditer ;
- le numéro, la date du marché ;
- le lieu d'exécution de la prestation ;
- le cas échéant, la référence du bon de commande ;
- la date de facturation ;
- la date de réalisation des prestations de service ;
- la désignation des prestations et fournitures ;
- le prix unitaire hors taxes ;
- le montant total hors taxes ;
- le taux et le montant global des taxes ;
- le montant total T.T.C. à payer.

En cas de litige relatif au montant des factures, le cercle de la base de défense de Toulon dispose d'un délai de trente (30) jours suivant la réception de la facture pour notifier ses observations.

Dans l'hypothèse où les contestations s'avèreraient fondées, le titulaire s'engage à établir un avoir.

Toute facture incomplète ou incorrecte fait l'objet d'un rejet et entraîne une suspension du délai global de paiement.

### **ARTICLE 5 DELAIS – LIVRAISONS**

#### **5.1 Durée de validité du marché**

La durée de validité du marché est de 3 ans (36 mois) à compter de sa date de notification.

Il est possible, dans le cadre du poste 2, d'émettre des bons de commande pendant toute la durée de validité du poste. Les bons de commandes notifiés pendant cette période sont exécutés jusqu'à leur terme. Leur fin d'exécution ne peut cependant excéder 1 mois après la fin de validité du marché.

#### **5.2 Date de début d'exécution des prestations**

La date de début d'exécution des prestations est la date de notification du marché (T0).

La date de début d'exécution des prestations sur bons de commande est, sauf avis contraire mentionné dans ces actes, la date de notification du bon de commande concerné.

#### **5.3 Contenu des délais**

Les durées prévues au marché s'entendent en jours calendaires et, sauf dispositions contraires, en périodes de congés annuels comprises. Aucune neutralisation n'est effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture des établissements du titulaire (ou des sous-traitants).

#### **5.4 Définition des délais**

Les délais figurant à l'article 2.3 s'entendent à compter de la date de notification du marché.

#### **5.5 Composition des postes et délais**

La description détaillée des délais de livraison de chaque poste figurent au CCTP.



## 5.6 Livraison des matériels

### 5.6.1 Modalités et lieux de livraison

La livraison des matériels est effectuée à destination, franco de port, aux conditions mentionnées ci-dessous.

Les matériels sont livrés à l'adresse suivante :

**Club Nautique de la Marine  
Quai de Norfolk  
83000 Toulon**

A la notification du marché et lors des livraisons prévues par bon de commande, le transporteur transmet au destinataire, **au plus tard 5 jours avant la livraison**, les informations suivantes :

- avis d'expédition précisant le nom de la société, la référence du contrat, le nombre de colis et la date de livraison,
- le nom, adresse, numéro de téléphone de la société de livraison,
- le nom, prénom, nationalité, date et lieu de naissance et numéro de carte d'identité des chauffeurs livreurs,
- l'immatriculation du véhicule.

### 5.6.2 Emballage - Marquage - Stockage - Déchargement

L'emballage est prévu pour éviter tout risque de détérioration en cours de transport et durant la durée de stockage. Il est adapté aux caractéristiques des produits, au mode de transport utilisé ainsi qu'à leur destination.

Le titulaire s'engage à ne pas grouper dans un même colis ou sur une même palette des fournitures livrées au titre d'autres bons de commande.

A l'intérieur de chaque caisse ou colis, chaque pièce ou ensemble de pièces identiques porte une étiquette mentionnant la désignation des articles et leur numéro de nomenclature ou, à défaut, le numéro de poste du bon de commande.

Le conditionnement réalisé doit assurer la préservation des fournitures en cas de stockage.

Le bon de livraison est obligatoirement libellé en deux exemplaires dont :

- un est apposé à l'extérieur de la caisse ou colis dans des conditions de protection suffisante,
- un est inséré à l'intérieur de la caisse ou colis.

Le bon de livraison doit comporter obligatoirement les indications suivantes :

- numéro et date du marché et le numéro du bon de commande,
- nom et adresse du titulaire,
- l'identification du marché,
- désignation exacte des fournitures, (telle qu'elle figure sur le bon de commande),
- nombre de colis, poids individuel et marques ou numéros individuels,
- nom et adresse du destinataire.

## 5.7 Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les formules de calcul des pénalités applicables au titre du présent marché sont celles précisées dans les paragraphes ci-dessous.

### 5.7.1 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 100 € pour l'ensemble des postes.

### 5.7.2 Pénalités de retard

#### 5.7.2.1 Pénalités pour retard dans le délai de livraison des boîtiers électroniques (Poste 1)

En cas de retard dans le délai de livraison des boîtiers électroniques, le titulaire encourt une pénalité de 50 € par jour et par matériel.

#### 5.7.2.2 Pénalités pour retard dans la livraisons des matériels sur bons de commande (Poste 2)

En cas de retard constaté dans la livraison des matériels via bons de commandes notifiés, le titulaire encourt une pénalité de 50 € par jour et par matériel.

### **5.7.3 Pénalités techniques**

#### 5.7.3.1 Pénalités en cas de défaillance technique des appareils durant toute la validité du marché

En cas défaillance du parc de boîtiers électroniques durant toute la durée de validité du marché, et si le titulaire ne répare pas ou ne remplace pas les matériels défectueux (à la livraison comme à l'emploi), le titulaire encourt une pénalité de :

<b>Taux de défaillance technique des appareils en début de marché</b>	<b>Pénalité</b>
Taux > 80% d'appareils défaillants	5 000 €
Taux entre 50% et 79% d'appareils défaillants	4 000 €
Taux entre 30% et 49% d'appareils défaillants	1 000 €
Taux entre 10% et 29% d'appareils défaillants	500 €

#### 5.7.3.2 Pénalité pour retard dans la levée de réserve

En cas de retard dans la levée de réserve, le titulaire encourt une pénalité de 50 € par jour de retard.

#### 5.7.3.3 Pénalité en cas d'absence complète ou de défaut systématique de transmission en temps réel des données dans le logiciel dans le cadre de la surveillance du plan d'eau

En cas d'absence complète ou de défaut systématique de transmission des données en temps réel dans le logiciel lors des entrées et sorties des bateaux des plans d'eau, le titulaire encourt une pénalité de 15 000 €.

#### 5.7.3.4 Pénalité pour retard dans les délais de remplacement des matériels défectueux.

En cas de retard dans le délai de remplacement pour chaque boîtier défectueux, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par boîtier.

### **5.7.4 Responsabilité du titulaire en cas de pénalités**

Les pénalités appliquées au présent marché ne sont pas exclusives des éventuelles sanctions pénales à l'encontre du titulaire qui peuvent découler de l'inobservation d'une règle imposée par la loi ou les règlements.

## **ARTICLE 6 CONDITIONS D'EXECUTION**

### **6.1 Responsabilité du titulaire**

Conformément à la réglementation en vigueur, le titulaire est tenu à une obligation de résultat pour le bon déroulement des prestations contractualisées.

Le titulaire a la responsabilité de mettre à disposition des fournitures et réaliser les prestations conformément aux clauses du présent marché.

Il doit obtenir le résultat demandé dans le CCTP cité à l'article 1 par tout moyen.

Le titulaire a la responsabilité de mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens fondés sur un système qualité et lui permettant de garantir la qualité des produits livrés ainsi que leur conformité aux exigences du présent marché et, le cas échéant, d'en apporter la preuve.

Le titulaire reste responsable de sa sous-traitance, en particulier, de la qualité des prestations sous-traitées et de leurs délais contractuels.

En cas de perte d'un boîtier électronique, celui-ci sera remplacé par un bon de commande. En cas de casse ou de panne, le titulaire doit apporter la preuve que la faute est du fait de l'unité bénéficiaire. Dans le cas contraire, la réparation ou le remplacement sera à la charge du titulaire. A la fin de la durée de validité du marché, le CNMT renverra par voie postale l'ensemble des appareils à l'adresse du titulaire. Aucun versement lié à la location ne lui sera versée après la date de fin de validité du marché.

## **6.2 Clauses techniques particulières**

Les prestations doivent satisfaire aux exigences du cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) mentionné à l'article 1 du présent marché.

## **6.3 Normes**

Les prestations doivent satisfaire aux exigences des normes référencées dans le CCTP (cité à l'article 1 du présent marché) en vigueur à la date de signature du marché par le titulaire, ou à toute autre référence dont le titulaire doit démontrer l'équivalence, en termes de résultats.

Il appartient au titulaire d'obtenir l'accord de la direction du CBdDT pour utiliser :

- de nouvelles normes qui apparaîtraient au cours de l'exécution du marché, à la place de celles citées au marché,
- des normes d'indice autre que celui cité au marché,

et qui présentent un intérêt vis à vis des prestations contractuelles.

## **6.4 Assurance qualité des fournitures (AQF)**

L'assurance qualité des fournitures (AQF) est le processus par lequel l'autorité compétente (cf. article 6.4.1 ci-après) s'assure de la satisfaction des exigences contractuelles en matière de qualité ; ce processus est défini dans l'article 28 du CCAG-FCS.

### **6.4.1 Autorité responsable de l'AQF**

Dans le présent marché, l'autorité chargée de la surveillance de l'exécution des prestations, appelée "autorité responsable de l'assurance qualité" des fournitures, est le directeur du CNMT ou son représentant.

### **6.4.2 Consistance de l'AQF**

Les exigences d'assurance de la qualité des fournitures, prescrites dans le CCTP (Cf. article 1 du présent marché) définissent :

- les preuves que le titulaire doit associer à ses fournitures afin de démontrer, à l'autorité responsable de l'AQF, leur qualité et l'efficacité des processus associés ;
- le degré de visibilité que le titulaire doit donner sur les processus qu'il met en œuvre à l'autorité responsable de l'AQF.

### **6.4.3 Exercice de l'AQF**

Les dispositions générales relatives à l'exercice de l'assurance qualité des fournitures sont stipulées à l'article 30 du CCAG-FCS.

Les dispositions particulières relatives à l'exercice de l'assurance qualité des fournitures sont stipulées dans le CCTP (Cf. article 1 du présent marché).

## **6.5 Opérations de vérification**

Le CCTP décrit, pour chaque prestation objet du marché, les processus de vérification, les résultats attendus et les preuves à fournir par le titulaire lors des opérations de vérification (y compris pour les opérations préalables de vérification), pour l'ensemble des prestations (documentaires et techniques).

Les opérations de vérification se déroulent sous la responsabilité du directeur du CNMT.

## **6.6 Prononcé de la décision à l'issue des opérations de vérification**

Par dérogation aux dispositions de l'article 30.1 du CCAG-FCS, l'autorité signataire du marché ou son délégataire chargé de prononcer la décision, dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la date de présentation aux opérations de vérifications, pour notifier sa décision.

La décision est établie sur la base des procès-verbaux de constatation dressés pour les opérations de vérification du poste concerné.

## **6.7 Autorité chargée de la décision**

L'autorité chargée de prononcer la décision à l'issue des vérifications est le directeur du Club Nautique de la Marine de Toulon ou son représentant.

## **6.8 Réception partielle**

Sans objet.

## **6.9 Réception avec réserves – ajournement et réfaction**

Par dérogation aux dispositions des articles 30.2 et 30.3 du CCAG-FCS, lorsque l'autorité signataire du marché ou son délégataire juge que des prestations peuvent être rendues conformes aux stipulations du marché moyennant certains compléments, améliorations ou mises au point, elle peut prononcer la réception, sous réserve que le titulaire s'engage à exécuter ces prestations dans un délai fixé par l'autorité signataire du marché dans la décision de réception.

Le titulaire présente à l'autorité signataire du marché dans un délai maximum de 20 jours un « plan d'action pour levée des réserves ».

La décision de réception indique clairement :

- la ou les réserves ;
- la description précise des prestations incomplètes, imperfections ou malfaçons ;
- le délai accordé au titulaire pour lever les réserves ;
- la valeur pénalisée HT, correspondant à la partie réservée des prestations.

La réception avec réserves est en outre assortie d'une retenue financière sur le montant du lot de liquidation concerné, le montant de cette retenue est indiqué dans la décision de réception, à défaut elle est égale à 5 % du lot de liquidation concerné.

En cas d'acceptation du titulaire, ce dernier doit réaliser les prestations incomplètes et remédier aux imperfections ou malfaçons correspondant aux réserves dans le délai fixé par la décision. Si ce délai, éventuellement prolongé, est dépassé, des pénalités sont calculées conformément aux dispositions de l'article 5.7.3.2.

La constatation de l'exécution des prestations ayant fait l'objet de réserves donne lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations de vérification. Il est suivi d'une Décision de Levée de Réserves (DPV) prononcée et notifiée par l'autorité signataire du marché ou le directeur du CNMT. En complément du DPV mis à jour, le titulaire fournit tout document justificatif jugé nécessaire à la levée des réserves.

## **6.10 Date d'effet de la réception**

La date d'effet de la réception est précisée dans la décision de réception ; à défaut, il s'agit de la date de notification de la décision de réception.

## **6.11 Dispositions particulières aux bons de commande**

Les conditions fixées dans le marché initial s'appliquent aux bons de commande sauf stipulations contraires indiquées dans la commande. Le titulaire ne peut refuser d'exécuter un bon de commande qui lui est notifié excepté si cette commande contrevient aux dispositions du marché ou à la réglementation.

## Prestations sur bon de commande :

### 1) Contenu du bon de commande

Chaque bon de commande indique :

- la référence du marché
  - le numéro et la date du bon de commande ;
  - la date de livraison envisagée ;
  - les quantités, le type de matériels commandés ;
  - le montant du bon de commande HT ;
  - le taux de TVA
  - le montant du bon de commande TTC ;
  - le montant de l'éventuelle avance ;
  - les coordonnées (téléphone et mail) de la personne responsable du site à contacter
- toutes autres indications nécessaires tant sur le plan administratif que financier.

### 2) Notification du bon de commande

Le bon de commande est notifié directement par courriel au titulaire par le Bureau Achats du Cercle de la Base de Défense de Toulon.

### 3) Acceptation du bon de commande

Le titulaire exécute le bon de commande aux conditions définies par celui-ci. Si le titulaire émet des observations dans un délai de trois jours avant le début des prestations, celles-ci pourront éventuellement donner à lieu à un rectificatif du bon de commande dans le cas où le service les estime fondées.

## **6.12 Autorités signataires des bons de commande**

L'autorité signataire des bons de commande est le Directeur du Cercle de la Base de Défense de Toulon.

Les prestations afférentes aux bons de commandes ne peuvent débuter qu'après notification de la commande.

Les livraisons de matériels réalisées avant notification ou sans notification de commande sont proscrites ; elles ne peuvent ouvrir droit à aucun paiement, ni indemnité.

## **ARTICLE 7 GARANTIES**

### **7.1 Garanties techniques**

Le titulaire doit garantir le bon fonctionnement des matériels objets des prestations du présent marché.

La garantie constitue une obligation de résultat.

Le titulaire est astreint à reprendre l'ensemble défaillant et à assurer à ses frais la totalité des réparations et modifications nécessaires pour rendre le matériel conforme aux clauses techniques du contrat.

Le délai maximum de réparation et de retour, durée de transport comprise, devra être inférieure à 60 jours pour chaque boîtier constaté comme techniquement défaillant sans que ce soit de la responsabilité du Club nautique ou de l'utilisateur. Tout retard sera sanctionné conformément aux pénalités indiquées dans l'article 5.7.3.4 *supra*.

En cas de réserves sur la mise en jeu de la garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont demandées après expertise préalable réalisée aux frais du titulaire.

Le titulaire n'est libéré de son obligation que si l'avarie provient de la faute de la personne publique ou de la force majeure. La charge de la preuve incombe au titulaire.

En cas de perte ou de détérioration d'un appareil par un usager, le matériel sera facturé par le titulaire en fonction d'un montant maximum correspondant aux trois années de location.

## **7.2 Délai de garantie**

La garantie sur les matériels objet des prestations du présent marché s'étend sur la totalité du marché à compter de la décision de réception.

Durant cette période, le titulaire doit exécuter les prestations de réparation et assurer la disponibilité du matériel loué, sauf à en demander le règlement s'il prouve que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

## **7.3 Garanties contre les défauts systématiques**

Un défaut à caractère systématique est un défaut de conception, démontré imputable au titulaire au titre du présent marché (ou aux cotraitants) ne permettant pas aux matériels neufs objets du présent marché de satisfaire aux spécifications techniques contractuelles, et conduisant à une panne ou à un dysfonctionnement identique sur un ou plusieurs matériels et dont on peut raisonnablement penser qu'il risque d'affecter l'ensemble des matériels ou une quantité significative de ceux-ci.

En cas de défaut à caractère systématique, le titulaire s'engage à étudier à ses frais la (ou les) modification(s) nécessaire(s) et à modifier également à ses frais les matériels neufs susceptibles d'être affectés par le défaut, que ces matériels aient déjà fait l'objet d'une réception ou que ladite réception intervienne ultérieurement. Dans ce cas, tous les frais afférents à la remise en état des matériels concernés par le défaut sont à la charge du titulaire y compris ceux relatifs au conditionnement et au transport des matériels.

La présente garantie s'applique pendant toute la durée du marché à compter de la date de la décision de réception.

## **7.4 Garanties pour vices cachés**

L'ensemble des garanties précédentes s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

Les dispositions des articles 30.1 et 30.5 du CCAG-FCS s'appliquent aux matériels neufs et aux prestations réalisées par le titulaire.

## **7.5 Recours à la garantie**

En cas de recours à la garantie, un dossier de recours à la garantie est complété et adressé par le service contractant au service du titulaire.

## **7.6 Modalités pour instruire un dossier de contestation**

Dans l'éventualité d'un appel en garantie contesté par le titulaire, il s'engage :

- à informer préalablement l'autorité signataire du marché ou son représentant de sa décision d'instruire un « dossier de contestation » ;
- à ne pas intervenir après expertise sans accord préalable du service (afin de permettre au client d'avoir une vision claire des travaux à exécuter) ;
- à informer l'autorité signataire du marché ou son représentant de l'état d'avancement de chaque « dossier de contestation » ;
- à définir une date butoir de constitution du dossier en fonction de la complexité de ce dernier.

Les pièces à produire sont :

- la décision de l'autorité signataire du marché ou son représentant constatant la responsabilité de l'Etat.
- la facture détaillée et étayée du titulaire avec certification du service fait.

La facture présentée pour paiement ne peut excéder la part de la responsabilité de l'Etat.

## **7.7 Assurance**

### **7.7.1 Dommages aux tiers et aux biens**

Le titulaire s'engage à souscrire auprès des compagnies d'assurance de son choix, une ou plusieurs polices d'assurance « responsabilité civile » et « dommages » pour couvrir, durant toute la période pendant laquelle il réalise les prestations objets du présent marché, tous les dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers, causés ou subis de son fait, du fait de ses préposés ou de ses sous-traitants ou du fait des biens dont il a la garde, ainsi que toutes les atteintes accidentelles ou non causées à l'environnement.

### **7.7.2 Attestation d'assurance**

Conformément à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire s'engage à communiquer au Bureau des Achats Publics les attestations d'assurance correspondantes dans les quinze (15) jours qui suivent la notification du marché et en tout cas, avant tout commencement d'exécution. Il communique dans les mêmes délais une nouvelle attestation en cas d'avenant aux polices souscrites.

## **ARTICLE 8 SOUS-TRAITANCE**

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le ou les titulaires doivent présenter leur sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de vingt et un (21) jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

## **ARTICLE 9 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Par dérogation à l'article 5.2.3 du CCAG-FCS, dès lors que la prestation permet le traitement de données personnelles, le titulaire déclare parfaitement connaître et appliquer les obligations fixées par les lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

Toutes les informations indispensables au bon déroulement du marché hébergées sur le site internet du titulaire ne seront accessibles qu'aux seules personnes mentionnées dans l'article 4.3.1 du CCTP.

Le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et la confidentialité des données sur son site internet et celles recueillies par l'ensemble des boîtiers électroniques.

En cas d'intrusion dans le système informatique du titulaire mettant en péril la confidentialité et la sécurité des données objets du marché, celui-ci devra immédiatement en informer le CNMT et prendre les mesures nécessaires afin de faire cesser le trouble.

## **ARTICLE 10 CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES**

### **10.1 Personnes habilitées**

L'autorité signataire du marché est le Directeur du Cercle de la Base de Défense de Toulon.

### **10.2 Résiliation**

L'administration peut mettre un terme au marché à tout moment. Cette décision fera l'objet d'une notification au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai d'un (1) mois avant la date effective de résiliation. Les différents recours, conformément aux articles 38 à 42 du CCAG-FCS sont :

- La résiliation pour événements extérieurs mettant en péril l'exécution du marché ;
- La résiliation en cas d'événements liés au marché ;
- La résiliation pour faute du titulaire ;
- La résiliation pour motif d'intérêt général.

### 10.3 Nantissement

Le nantissement ou la cession de créances s'applique conformément aux dispositions de l'article L2191-8 du Code de la Commande Publique.

### 10.4 Mesure de prévention concernant les travaux effectués dans un organisme de la Défense par une entreprise extérieure

Les personnels de l'entreprise qui peuvent être amenés à effectuer des interventions dans un organisme de la défense demeurent à tous égards salariés du titulaire et restent assujettis à l'ensemble des droits et obligations (notamment horaires) définis par leur entreprise dans le strict respect de la législation en vigueur.

### 10.5 Respect du droit du travail

L'article L. 8222-6 du code du travail s'applique :

*« Sans préjudice des articles L. 8222-1 à L. 8222-3 du code du travail, toute personne morale de droit public ayant contracté avec une entreprise, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de cette entreprise au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, enjoint aussitôt à cette entreprise de faire cesser sans délai cette situation.*

*L'entreprise ainsi mise en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.*

*La personne morale de droit public informe l'agent auteur du signalement des suites données par l'entreprise à son injonction.*

*A défaut de respecter les obligations qui découlent des premier et troisième alinéas du présent article ou, en cas de poursuite du contrat, si la preuve de la fin de la situation délictuelle ne lui a pas été apportée dans un délai de six mois suivant la mise en demeure, la personne morale de droit public est tenue solidairement avec son cocontractant au paiement des sommes mentionnées aux 1° à 3° de l'article L. 8222-2, dans les conditions fixées à l'article L. 8222-3 ».*

### 10.6 Prestations supplémentaires éventuelles

L'acheteur pourra négocier avec le titulaire, sans publicité préalable et sans mise en concurrence, un marché de prestations similaires en application de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique.

### 10.7 Tribunaux compétents

Le présent contrat est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes pour connaître des litiges. Pour le présent marché, les parties conviennent que les différends relevant du tribunal administratif seront soumis au tribunal administratif de Toulon.

## ARTICLE 11 DEROGATIONS

L'article 5.7 « Pénalités » déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS ;

L'article 5.7.1 « Seuil d'exonération des pénalités » déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS ;

L'article 6.6 « Prononcé de la décision à l'issue des opérations de vérification » déroge à l'article 30.1 du CCAG-FCS ;

L'article 6.9 « Réception avec réserves – ajournement et réfaction » déroge aux articles 30.2 et 30.3 du CCAG-FCS ;

L'article 9 « Protection des données personnelles » déroge à l'article 5.2.3 du CCAG-FCS.